



Sophie Bessis.

Femmes et changements au Sud de la Méditerranée

Sophie Bessis. Professeur d'histoire, journaliste et chargée de cours au Département de Sciences Politiques, Université Paris I-Sorbonne

Quels sont les effets de la mondialisation de l'économie pour les femmes des pays du Sud de la Méditerranée ? Sophie Bessis analyse l'évolution de la situation féminine dans la région ayant compte des changements qui se sont produits à partir des années 90 et leurs conséquences dans la vie quotidienne de la femme qui – comme toujours – doit subir le poids des difficultés dans les deux domaines : social et familial. Comme on le verra de toute façon, la mondialisation entraîne d'ombres et de lumières pour les femmes, et les changements qui s'annoncent pour elles constituent l'un des plus grands défis de la Méditerranée.

La condition des femmes, dans une grande partie des pays du Sud de la Méditerranée, semble à première vue paradoxale. D'un côté, le poids d'une misogynie plusieurs fois millénaire continue de véhiculer tous les stéréotypes de leur infériorité supposée, et les maintient dans un statut juridique et une situation concrète de sujétion. De l'autre, elles ont été touchées à des degrés divers par les mutations majeures qu'ont connues ces pays au cours des dernières décennies et qui les ont obligés – à quelques exceptions près – à procéder à des réformes, plus ou moins hardies selon les cas. Au cours du dernier quart de siècle, les bouleversements économiques et sociaux qu'a connus la planète ont eu de très importants effets sur la condition féminine, partout dans le monde, au Nord comme au Sud. Il est évident que ce qu'on appelle la mondialisation, qui a modifié tant de choses, ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences sur les femmes.

Si cette mondialisation a eu de nombreux effets négatifs sur leur vie, elle s'est éga-

lement accompagnée de ce qu'on pourrait appeler une mondialisation des droits. Incomplète et inachevée certes, cette extension des droits a toutefois permis des avancées concrètes, comme l'obtention du droit de vote pour les femmes de certains pays.

Si cette mondialisation a eu de nombreux effets négatifs sur leur vie, elle s'est également accompagnée de ce qu'on pourrait appeler une mondialisation des droits

Mais cette révolution a également conduit à un changement radical des modes de production. Quelles en ont été les conséquences sur la population féminine au Sud de la Méditerranée ? Si le cadre de cet article ne permet pas d'affiner l'analyse, on peut au moins indiquer quelques pistes de réflexion.

Les femmes ont-elles été plus gravement affectées que les hommes par les conséquences du processus de libéralisation

de l'économie mondiale ? De nombreuses études menées au cours des deux dernières décennies concluent à une féminisation de la pauvreté partout dans le monde. Si une telle évolution n'est pas contestable, il convient peut-être d'approfondir l'analyse et de se poser la question de savoir si les femmes ont pu tirer quelque parti des bouleversements qui n'ont d'ailleurs pas fini de se faire sentir.

Les différences de niveau de vie ne sont pas une abstraction et le phénomène migratoire montre qu'il vaut encore mieux être un ou une sous-prolétaire au Nord qu'au Sud

Mais il convient de se poser d'autres questions pour tenter de savoir si la condition des femmes du Sud de la Méditerranée a empiré ou pas ces dernières décennies. L'évolution de cette condition peut-elle s'affranchir du contexte global des relations entre les deux rives, deux grands ensembles hétérogènes aux niveaux de développement différents ? La mondialisation et ses prolongements ont-ils gommé les rapports de domination ayant longtemps structuré les relations Nord-Sud, où ces rapports survivent-ils aux mutations en cours ? Quel est leur impact sur la condition féminine du Sud ? Les conditions de vie et de travail se sont-elles rapprochées entre pays développés de la rive Nord et en développement de la rive Sud, ou le fossé continue-t-il à se creuser ? Les différences de niveau de vie ne sont pas une abstraction et le phénomène migratoire montre qu'il vaut encore mieux être un ou une sous-prolétaire au Nord qu'au Sud. Dans ce contexte, les femmes du Nord et du Sud ont-elles forcément les mêmes intérêts à défendre dans la sphère économique et sociale ?

Le coût des mutations pour les femmes du Sud

Rappelons d'abord que leur statut inférieur et leur universelle mise à l'écart de l'ensemble des sphères de décision expliquent que, dans les périodes de crise ou de changement, les femmes souffrent en général davantage que les hommes. D'autant qu'elles traînent de très lourds handicaps : moindre scolarisation dans la grande majorité des pays du Sud, formation professionnelle au rabais, quand il y en a, et le plus souvent dans les secteurs les moins porteurs de l'économie, occultation à peu près systématique de leur apport à la production et non prise en compte de l'économie domestique, sont les maux principaux auxquels elles sont à peu près partout confrontées.

Féminisation ou exclusion du marché du travail ?

Le dernier quart de siècle s'est caractérisé, dans la plupart des pays du Sud de la Méditerranée, par une très rapide féminisation du marché du travail. Dans tous les pays qui ont choisi d'axer leur croissance sur les exportations manufacturières, ce sont les femmes qui ont constitué les gros bataillons des nouvelles classes ouvrières, de la Tunisie au Maroc, pays les plus concernés par ce phénomène, mais aussi dans une moindre mesure en Égypte ou en Jordanie. Les industries manufacturières d'exportation ont, dans de nombreux pays, accru l'offre d'emplois pour les femmes qui constituent souvent l'essentiel de la main d'œuvre non qualifiée de ces secteurs (les femmes représentent plus des trois quarts des salariés du textile et du

cuir en Tunisie. Au Maroc, taux de féminité des industries textiles est des deux tiers). Les industries alimentaires et les activités de montage sont également très concernées par ce phénomène. La délocalisation d'une partie des industries manufacturières du Nord vers le Sud a donc accéléré l'offre d'emploi industriel et la féminisation du secteur manufacturier.

Dans les pays où le salariat féminin s'est développé au cours des trente dernières années, les femmes constituent le plus souvent une « armée de réserve » du salariat, occupant les emplois les plus précaires

Cette féminisation du marché du travail a engendré un paysage professionnel féminin contrasté.

Au chapitre des effets négatifs

Dans les pays où le salariat féminin s'est développé au cours des trente dernières années, les femmes constituent le plus souvent une « armée de réserve » du salariat, occupant les emplois les plus précaires et les moins bien rémunérés, donc les plus sensibles à la contraction de l'offre d'emplois. De façon générale, dans les années 80 et au début des années 90, puis à chaque épisode de crise, les taux de chômage féminins augmentent dans des proportions beaucoup plus importantes que ceux des hommes. En général, la durée du chômage est plus élevée pour les femmes, qui constituent la majorité des chômeurs de longue durée. Car elles subissent de plein fouet les conséquences d'une flexibilité de l'emploi érigée au rang de panacée dans le cadre de la recherche d'avantages compétitifs par les nouveaux pays industriels, la

flexibilité de la main d'œuvre étant l'un de ces avantages. Enfin, dans les rares pays où il existe une indemnisation du licenciement ou du chômage, celle des femmes est moins élevée, du fait de la place qu'elles occupent dans les hiérarchies professionnelles.

On peut prendre deux types d'exemples pour illustrer ces constats. Alors qu'elles représentent l'écrasante majorité de la main d'œuvre des industries manufacturières en Tunisie et au Maroc, l'encadrement y est majoritairement masculin, et les femmes souffrent de ce fameux « plafond de verre » qui leur interdit d'accéder à des postes de responsabilité. Plus grave encore, les syndicats ne leur accordent qu'une place marginale dans leurs instances de décision. En Tunisie, le pays arabe où les femmes ont pourtant les droits les plus étendus, la direction de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) ne comprend aucune femme dans ses rangs. Or, outre le secteur industriel, elles constituent aujourd'hui la majorité du corps enseignant et des professionnels de la santé. Une telle situation donne la mesure de l'immobilisme de sociétés encore presque totalement androcentrées.

Autre exemple, celui des conséquences de l'expiration au 31 décembre 2004 de l'Accord multifibres, qui – en réduisant les possibilités d'exportation vers l'Union européenne, a engendré une contraction du secteur textile dans les pays exportateurs –. Dans ce secteur qui occupe – en Tunisie par exemple – 250 000 personnes, on estime à 10 % le nombre d'emplois supprimés depuis fin 2004. La situation est analogue au Maroc ou en Égypte. Une fois de plus, la réduction de l'offre d'emplois frappe avant tout la population féminine.

Voici le témoignage d'une ouvrière tunisienne recueilli par le quotidien français

Libération (29 décembre 2004) : « Bien qu'elle habite encore chez ses parents, Wafa est quasiment la chef de famille. Après quinze ans dans le textile [...], elle gagne 450 dinars (275 euros) par mois en travaillant 48 heures par semaine avec en prime 18 jours de congés payés par an. Une ouvrière de base en gagne 240 (146 euros), moins de 200 (122 euros) pour une contractuelle (CDD), de 30 à 60 pour une occasionnelle (stages d'apprentissage). Les heures supplémentaires sont payées, parfois. Wafa n'oublie jamais qu'elle doit son emploi actuel à une grève, il y a deux ans, durant laquelle le patron a renvoyé 150 ouvrières pour en embaucher d'autres. Elle s'estime chanceuse d'avoir un CDI,¹ qui lui ouvre droit à six mois d'indemnités en cas de chômage ; c'est le cas de moins de la moitié de ses collègues. [...] Elle plaint surtout les jeunes diplômées qu'elle a sous ses ordres. *« Ça me met mal à l'aise, il y a des filles qui ont une maîtrise d'arabe ou de maths et qui viennent travailler là, faute de mieux ».*

Mais l'aggravation du chômage féminin en période de crise ou de rétraction du marché du travail formel n'est pas pour autant synonyme d'une diminution de la charge effective de travail. La contraction de l'emploi ayant également touché les hommes et réduit de ce fait les revenus globaux des ménages, ce sont en général les femmes qui ont mis au point et assumé les stratégies de survie de la famille : pour faire face aux besoins et tenter d'assurer la continuité de l'approvisionnement familial, elles se sont vues contraintes de chercher des compléments de revenus dans les créneaux les plus

précaires du secteur informel. En période de récession, elles travaillent donc souvent plus et pour moins cher que dans les périodes de croissance.

L'aggravation du chômage féminin en période de crise ou de rétraction du marché du travail formel n'est pas pour autant synonyme d'une diminution de la charge effective de travail

Après leur entrée massive dans le monde du salariat, la libéralisation du marché du travail a donc engendré, dans le même temps, une diminution de l'activité des femmes dans le secteur moderne où elles sont les premières à être licenciées ou contraintes au temps partiel, et l'accroissement de leurs activités, en général sous-payées, dans le secteur informel. La généralisation du travail à la pièce à domicile aggrave aussi l'exploitation de la main d'œuvre féminine, sans accroître ses possibilités d'autonomisation.

Dans ce contexte, la paupérisation semble avoir davantage affecté les familles monoparentales ayant une femme pour chef, du fait de l'absence d'un salaire masculin en général plus élevé que le salaire féminin, de l'isolement et de la relative marginalisation des familles dirigées par des femmes. La plupart des études effectuées sur la pauvreté ont montré que les femmes chefs de famille sont surreprésentées dans les catégories les plus pauvres.

On ne peut, cependant, s'en tenir à ces constats

Si l'on tient en effet pour acquis que l'accès au salariat est une des voies de

1. Contrat Durée Indeterminée

l'émancipation des femmes (entrée massive dans la sphère publique, autonomisation financière, extension des activités féminines au-delà des tâches qui leur sont traditionnellement réservées), comme cela a été le cas en Europe, il faut admettre que les délocalisations et la création d'unités manufacturières dans les pays du Sud de la Méditerranée ont été globalement positives pour les femmes. Cela ne doit certes pas occulter la question de l'exploitation de la main d'œuvre féminine. Mais cette main d'œuvre n'était pas forcément moins exploitée dans les formes traditionnelles du travail féminin.

La délocalisation d'une partie de la production du Nord vers le Sud a donc eu de réels effets positifs sur les femmes du Sud. La question des délocalisations industrielles illustre les divergences d'intérêt qui peuvent exister entre femmes du Nord et du Sud et qu'il ne faut pas occulter. La question serait plutôt : comment ne pas tomber dans le piège du nationalisme économique qui n'est certainement pas une bonne réponse à la mondialisation ? Quelles solidarités construire qui tiennent compte de la nécessité d'un nouveau partage mondial de la production et du travail ?

De tels constats ne doivent cependant pas faire oublier que l'accroissement localisé des marges de manoeuvre féminines n'efface pas la tendance dominante à la dévalorisation de leur travail et de leur statut. Les femmes forment les gros bataillons des catégories les moins protégées dans les pays affectés par des transitions économiques et sociales brutales. Cette fragilité est le résultat d'une situation de sujétion encore majoritaire.

Les politiques de rigueur et les femmes

Les femmes et les coûts cachés de l'ajustement

On sait que, depuis le début des années 80, des programmes de rigueur ont été mis en place dans de nombreux pays du Sud pour restaurer les grands équilibres économiques et financiers, là où ils avaient été affectés par la brutalité des chocs extérieurs et par une mauvaise gouvernance interne. Généralement, ces politiques ont eu tendance à aggraver la situation des femmes, qui ont été pratiquement les seules à en payer les « coûts cachés ».

La baisse des investissements sociaux, le souci global de rentabilité interne des entreprises sociales, ont eu pour principale conséquence de transférer une partie importante de la charge du secteur public vers la sphère domestique, c'est-à-dire féminine

Dans la plupart des sociétés du Sud encore fortement marquées par les structures patriarcales, les femmes et les filles ont été les premières victimes de la baisse des investissements publics dans les secteurs sociaux de plusieurs pays. En fait, à niveau social égal, l'ajustement les a davantage pénalisées que les hommes, dans la mesure où il a systématiquement accru la part invisible de leur travail au détriment de sa part rémunérée. Ce sont en effet les femmes qui, au sein de la société, sont chargées d'assurer la reproduction de l'ensemble des « ressources humaines ». La baisse des investissements sociaux, le souci global de rentabilité interne des entreprises sociales, ont eu pour principale conséquence de transférer une partie importante

de la charge du secteur public vers la sphère domestique, c'est-à-dire féminine. Les économies réalisées sur les investissements et la masse salariale dans les pays soumis à des cures d'austérité ont donc pour une large part signifié un transfert des tâches de nature sociale vers le travail féminin gratuit.

Mais, là encore, les résultats sont contrastés

Les années d'austérité et l'extraordinaire mobilisation des femmes pour tenter d'en circonscrire les effets sociaux, leur capacité à trouver des palliatifs à la contraction des revenus familiaux, ont produit un autre effet : dans les années 90, les institutions financières internationales ont découvert les femmes et leur capacité à influencer les évolutions socio-économiques. Les femmes étant vues désormais comme un vecteur de modernité, il est devenu nécessaire de leur ouvrir des portes qui leur étaient jusqu'ici pratiquement fermées. La Banque Mondiale s'est ainsi muée en ardent militant de l'éducation des filles à partir du moment où elle a constaté que l'instruction était un facteur déterminant de la diminution de la fécondité. Aujourd'hui, la scolarisation des filles est un élément clef de ses politiques de ralentissement de la croissance démographique. Les femmes sont, d'autre part, considérées aujourd'hui comme des sujets économiques : leur dynamisme dans le secteur informel les a désignées comme des agents privilégiés de nouveaux processus de modernisation, les institutions financières voyant dans le secteur informel un lieu privilégié de la dynamique libérale.

A un coût certes exorbitant, les années de rigueur ont rendu les femmes visibles pour les opérateurs du « développement » qui, jusque là, ne les avaient jamais vues.

Femmes du Sud, entre précarisation et émancipation

Des tendances contradictoires ont donc imprimé leur marque aux années 90 et 2000.

D'un côté, les formes actuelles de la mondialisation, conduite sous la bannière d'un dogmatisme libéral favorable au démantèlement des régulations sociales, ont eu pour résultat de creuser les inégalités sociales à l'intérieur des espaces nationaux, d'accroître le chômage et le sous-emploi et d'aboutir à la précarisation du marché du travail non qualifié. Les femmes du Sud, comme celles du Nord, ont été les premières victimes de cette précarisation, les premières exclues du marché du travail formel. Le désengagement de l'État des secteurs sociaux a eu pour conséquence de transférer vers la sphère privée – donc à la charge des femmes – un certain nombre de tâches jadis assumées par le secteur public.

Le désengagement de l'État des secteurs sociaux a eu pour conséquence de transférer vers la sphère privée – donc à la charge des femmes – un certain nombre de tâches jadis assumées par le secteur public

De l'autre, dans certaines conditions, les femmes ont su mettre à profit les mutations en cours pour renforcer leur position économique ou redéfinir les rôles au sein de la famille. Dans plusieurs pays, l'expansion du micro-crédit a – malgré ses insuffisances – permis aux femmes des milieux populaires qui en bénéficient d'accroître leurs revenus monétaires, d'investir dans leurs activités et de s'organiser par le biais de la multiplication des groupements féminins. De là une redéfinition des rôles, certes encore timide,

mais réelle, au sein de la famille. L'attention récente accordée par les bailleurs de fonds aux groupements féminins dans les pays dits en développement pourrait accélérer ce processus.

Les luttes des femmes contre les conséquences sociales des politiques des ajustements économiques, le fait qu'elles ont souvent été les seules à assurer la survie familiale, ont accru dans de nombreux cas à la fois leur capacité d'organisation et leur visibilité sociale

Le chômage frappant aussi massivement les hommes, dans certaines villes mono-industrielles du Maroc et de Tunisie, les femmes ouvrières sont parfois les seules au sein de la famille à bénéficier d'un emploi régulier dans le secteur formel, ce qui facilite une éventuelle renégociation du partage de l'autorité entre les sexes au sein de la famille.

Conséquences politiques de l'évolution des rôles féminins

Les processus de modernisation et de libéralisation autoritaire des économies en développement ont également précarisé les statuts professionnels et sociaux masculins. Liés à une lente mais incontestable modernisation sociétale, ces processus ont contribué à casser les hiérarchies traditionnelles. Dans de nombreux pays, ce type d'évolution a entraîné des réactions de violence misogyne, institutionnalisée ou pas, le retour à un ordre ancien largement mythifié étant vu par de larges couches de la société comme le seul remède à la détresse sociale. Cette tentative de restauration d'un ordre patriarcal strict a pu prendre plusieurs formes au cours des der-

nières années. Sa traduction idéologique s'est incarnée dans le monde arabo-musulman dans des réactions appelant au secours la religion. Le développement des mouvances de l'islam politique est aussi, surtout peut-être, une conséquence de l'évolution des rapports de genre, insupportable pour une majorité de la société masculine.

D'un autre côté, les luttes des femmes contre les conséquences sociales des politiques des ajustements économiques, le fait qu'elles ont souvent été les seules à assurer la survie familiale, ont accru dans de nombreux cas à la fois leur capacité d'organisation et leur visibilité sociale. Jamais, d'ailleurs, la présence des femmes du Sud n'a été aussi massive dans la vie politique internationale qu'au cours des années 90. Quelles qu'aient été leurs tribulations pendant cette période, la décennie 90 peut, dans une certaine mesure, être considérée comme leur décennie.

Conclusion

Économiquement catastrophiques souvent, socialement et idéologiquement ravageuses dans certains pays, les conséquences des bouleversements des deux dernières décennies sont donc plus complexes qu'on ne pourrait à première vue le croire. Comment, dans le même mouvement, lutter contre la précarisation économique et le *backlash* misogyne, mettre à profit les nouveaux espaces de visibilité – et pourquoi pas les effets de mode – pour étendre les droits des femmes ? C'est un des défis auxquels sont confrontées aujourd'hui les femmes du Sud de la Méditerranée.

Cet article a été publié en mai de 2007.